

VOLUME 37  
NUMÉRO 2  
OCTOBRE 2017

# le point.

WWW.CS3R.ORG

DOSSIER SPÉCIAL  
JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE  
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

## LA CULTURE COMME OUTIL D'INFLUENCE POLITIQUE

À LIRE EN PAGES 12 À 20

**CLAUDE  
LACAILLE**  
QUAND L'AFRIQUE  
RELÈVE LA TÊTE  
PAGE 8

**CLAUDE  
VAILLANCOURT**  
LA CULTURE À  
DOUBLE TRANCHANT  
PAGE 14

**DANIEL  
LANDRY**  
SURMONTER LE  
CHOC CULTUREL  
PAGE 18

**CHARLINE  
SAVIGNAC**  
LE CHANGEMENT  
PAGE 29



**Quel désolant feuilleton que celui d'un imprévisible président et un énigmatique dirigeant suprême qui s'échangent à qui mieux, mieux menaces, insultes et provocations. Spectacle dramatique auquel assiste le monde entier puisque ces deux « troublants » personnages disposent du pouvoir de faire usage de l'arme ultime, la bombe atomique.**

# Un Nobel de la paix bienvenu



**JEAN-CLAUDE LANDRY**

PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DU CS3R

L'attribution du Prix Nobel de la Paix 2017 à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) survient donc à un moment particulièrement opportun comme le soulignait, d'ailleurs, la présidente du Comité Nobel norvégien lors de l'attribution du Prix. « Le risque d'utilisation d'armes nucléaires est, disait-elle, actuellement plus élevé qu'il ne l'a été depuis longtemps. »

À l'origine de l'adoption en juillet dernier, à l'Organisation des Nations Unies (ONU), d'un traité d'interdiction des armes nucléaires menant à leur élimination totale, la campagne ICAN regroupe des organisations non gouvernementales provenant d'une centaine de pays. Son initiative soutenue par 122 des 192 États membres de l'organisation internatio-

nale, a toutefois été boudée par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ( États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni ), tous détenteurs, par ailleurs, de l'arme nucléaire. Hormis les membres permanents du Conseil de sécurité, quatre pays disposent de ce type d'armes (Inde, Pakistan, Israël, Corée du Nord) pour un total de neuf pays détenteurs.

Les armes nucléaires sont les seules armes de destruction massive à ne pas être encore interdites par un traité international. On estime aujourd'hui à environ 5000 le nombre d'armes nucléaires qui peuvent, volontairement ou accidentellement, être lancées dans un délai de quelques minutes seulement.

## Les appels des grandes puissances lancés aux pays tentés de se doter de l'arme nucléaire et les sanctions imposées à ceux qui y passent outre souffrent d'un important déficit de légitimité.

Suite à la découverte de la bombe atomique et à son utilisation contre le Japon en 1945, les pays qui ont développé ou tenté de développer l'arme nucléaire affirment l'avoir fait pour se prémunir contre une attaque du même genre, certains voulant d'abord assurer la survie de leur régime. C'est notamment le cas de l'Iran et de la Corée du Nord, deux pays qui ont tenté de développer l'arme nucléaire; le second avec succès.

## ● SOMMAIRE

- 2 • ÉDITORIAL - JEAN-CLAUDE LANDRY
- 4 • L'INFORMATION LIBÈRE, L'IGNORANCE CONDAMNE - JEAN-YVES PROULX
- 6 • NÉOLIBÉRALISME, ÉDUCATION ET CULTURE - XAVIER SAINT-PIERRE
- 8 • QUAND L'AFRIQUE RELÈVE LA TÊTE CLAUDE LACAILLEE
- 10 • LE CS3R REÇOIT UN APPUI IMPORTANT DU MRIF - SECTEUR COOPÉRATION DU CS3R
- 11 • LOTERIE SOLIDAIRE
- 12 • RETROUVER LES USAGES - DALIE GIROUX

- 14 • LA CULTURE À DOUBLE TRANCHANT CLAUDE VAILLANCOURT
- 16 • PROGRAMMATION DES JQSI
- 18 • SURMONTER LE CHOC CULTUREL DANIEL LANDRY
- 20 • CARNET DE VOYAGE - LE CHOC DU RETOUR- MARIE-MICHÈLE THIBODEAU ET MARIKA FORTIN-TURMEL
- 21 • LE RITA EN ACTION RÉSEAU IN-TERRE-ACTIF
- 22 • LE MUNICIPALISME ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES AU QUÉBEC JONATHAN DURAND FOLCO

- 24 • RÉHABILITER LE POPULISME POUR SAUVER LA DÉMOCRATIE ? VINCENT CHEVAL
- 26 • BABILLARD DE NOUVELLES
- 27 • COLONIALISME ET ENJEUX DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE - ANICK BENEKE
- 28 • CARNET DE VOYAGE : FEMMES TRANS ET SEXE TRANSACTIONNEL À BAYAMO ALEJANDRO POLANCO
- 29 • CARNET DE VOYAGE : LE CHANGEMENT CHARLINE SAVIGNAC
- 30 • AGENDA CULTUREL ET SOLIDAIRE
- 31 • FINANCEMENT



Aussi pertinents qu'ils soient, les appels des grandes puissances lancés aux pays tentés de se doter de l'arme nucléaire et les sanctions imposées à ceux qui y passent outre souffrent d'un important déficit de légitimité. Comment peut-on refuser aux autres ce qu'on se permet à soi-même et boudier, ostensiblement, une initiative visant à éliminer une fois pour toutes une arme dont l'utilisation, accidentelle ou volontaire, pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour l'humanité?

Et que penser de la position du Canada qui, tout en refusant le déploiement en sol canadien d'armes nucléaires, refuse d'adhérer un traité global d'interdiction des armes nucléaires? M. Trudeau, qui, depuis son accession au pouvoir multiplie les déclara-

tions en faveur la paix mondiale, s'est empressé d'affirmer que le Canada ne signerait pas le traité proposé par ICAN. Occasion manquée pour le Premier ministre du Canada de joindre le geste à la parole.

Doit-on rechercher la paix par un véritable désarmement nucléaire universel ou par le maintien de « l'équilibre de la terreur »? Poser la question c'est déjà y répondre. D'autant plus que des personnages aux comportements imprévisibles et irresponsables accèdent aujourd'hui aux plus hautes fonctions de pouvoir,

Il faut donc soutenir et promouvoir la campagne ICAN. Une initiative plus pertinente que jamais. ●



COMITÉ DE SOLIDARITÉ  
TROIS-RIVIÈRES

942, RUE SAINTE-GENEVIÈVE  
TROIS-RIVIÈRES (QUÉBEC) G9A 3X6  
TÉLÉPHONE : 819 373-2598 - TÉLÉCOPIEUR : 819 373-7892  
WWW.CS3R.ORG - COMMUNICATION@CS3R.ORG

LE POINT EST UNE PUBLICATION BIENNUELLE

DIRECTEUR GÉNÉRAL : JEAN-MARC LORD  
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : JEAN-CLAUDE LANDRY  
COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS : ALICE GRINAND  
CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE : MARTIN RINFRET  
MARTIN.RINFRET@CGOCABLE.CA

**ENVOI DE PUBLICATION**

ENREGISTREMENT NO. 488 151 - ISSN : 0828-7910 - TIRAGE : 1000 EXEMPLAIRES  
IMPRIMÉ SUR DU PAPIER 100% RECYCLÉ

**NOUS REMERCIONS LES PERSONNES ET LES ORGANISMES QUI ONT CONTRIBUÉ  
À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO. À DIFFUSER SANS MODÉRATION!**

INITIATIVE FINANCÉE PAR :



AVEC L'AIMABLE APPUI DE :



EN COLLABORATION AVEC :



SANS COMPTER L'APPORT DE :



À l'heure où l'information n'a jamais été aussi abondante, force est de constater que nos démocraties ont connu des jours plus heureux. Pourquoi le « quatrième pouvoir » ne remplit pas son rôle, celui d'être, justement, un contre-pouvoir?

# L'information libère, l'ignorance condamne



**JEAN-YVES PROULX**

## **L'état de la situation**

On peut juger de la qualité d'une démocratie par la qualité de l'information dont disposent ses citoyens. Avant de faire des choix, le citoyen doit d'abord connaître les tenants et aboutissants des questions débattues.

Dans notre société, l'information dont dispose le citoyen lui provient d'abord de l'entreprise privée dont les intérêts ne correspondent pas nécessairement aux siens. Même CBC/Radio-Canada dépend de plus en plus de la publicité.

Comment expliquer que des magazines d'information comme *Consumer Report* aux É-U ou *Protégez-vous* au Québec se privent de recettes importantes en refusant toutes publicités?

Comment expliquer le fait que bon nombre de citoyens croient que le « fardeau fiscal » des entreprises canadiennes est trop élevé alors que la *Banque Mondiale* nous révèle dans sa version 2016 de *Paying Taxes* que le Canada se classe au 9<sup>e</sup> rang des pays qui taxent le moins ses entreprises. Alors que les États-Unis occupent le 53<sup>e</sup> rang.

## **Du commerce de l'information**

Plus le lectorat ou l'auditoire est nombreux, plus la publicité devient rentable. « Contrairement à ce que pensent nombre de mortels, un média est moins intéressé à vendre de l'information au public qu'à vendre des publics aux agences de publicité... » écrivait Laurent Laplante, longtemps journaliste au *Devoir*.

On doit aller chercher et conserver le maximum de lecteurs ou d'auditeurs... et ce, avec le moins de journalistes possible. On imagine la pression exercée sur chacun d'eux et le peu de temps de réflexion qu'ils peuvent consacrer à la rédaction de leurs textes.

Les situations politiques, économiques ou sociales sont fort complexes. Il est plus rentable d'être « sur le terrain » que d'expliquer ce qui se passe derrière. Les vidéos tournées « en direct » lors d'une manifestation favorisent davantage les cotes d'écoute que les explications que nécessiterait l'événement.

## **De l'indépendance journalistique**

Paul Desmarais « a acheté La Presse dans le but d'en faire un journal résolument opposé à la souveraineté du Québec ». Pourquoi pas? Puisqu'il en est le propriétaire.

Il en va de même de CBC/Radio-Canada: « le gouvernement canadien, quel que soit le parti au pouvoir, n'a jamais compris ni admis que, notwithstanding les dispositions de la loi, la Société Radio-Canada n'était pas à son service... » écrivait Claude Jean Deverieux. Est-il besoin de rappeler que CBC/Radio-Canada doit, par son mandat, faire la promotion du fédéralisme? Normand Lester a été suspendu pour l'avoir « oublié »...

Même là où les propriétaires prétendent n'exercer aucun contrôle sur l'information, leurs journalistes connaissent les règles du jeu, dont les modes d'attribution des promotions... La pire des censures est « l'autocensure par laquelle les journalistes décident eux-mêmes de ne pas couvrir certains sujets qui seront vus d'un mauvais œil par des supérieurs dont le pouvoir est d'autant plus important que la précarité des journalistes se développe de façon inquiétante. »

## **Du rôle des relationnistes**

Le relationniste, professionnel des relations publiques, a aussi pour mission d'informer. Il est un peu l'avocat de celui qui l'engage. Il est celui qui « dit la vérité, rien que la vérité, pas toute la vérité ». Pressé par le temps, il arrive que le journaliste publie simplement le texte que le relationniste aura « bien voulu » lui remettre. Déjà en 1990, il y avait 2 fois plus de relationnistes que de journalistes. Aujourd'hui, au Québec, il y en a 6 fois plus.

**Ne serait-il pas du devoir de tout État démocratique d'assurer à ses citoyens ce droit à une information qui défend leurs intérêts, un service essentiel à l'accomplissement de leurs devoirs?**



« Les informations sont devenues tellement abondantes, tellement truffées de parasites qu'elles nous asphyxient littéralement... L'homme contemporain court ainsi le risque de devenir un ignorant bourré d'informations. »

**- IGNACIO RAMONET**

PHOTO : HONG KONG UMBRELLA REVOLUTION 2014, WIKIMEDIA COMMONS

### **De l'abondance d'informations**

Nous n'avons jamais eu accès à autant d'informations, mais la quantité ne fait pas la qualité. Ignacio Ramonet, ancien directeur du Monde diplomatique, va plus loin: «les informations sont devenues tellement abondantes, tellement truffées de parasites (soft news, infotainment, trash news) qu'elles nous asphyxient littéralement... L'homme contemporain court ainsi le risque de devenir un ignorant bourré d'informations.»

### **De l'information au service des citoyens**

N'est-il pas irresponsable de la part d'un État de confier à l'entreprise privée le soin d'informer ses citoyens? «Propriété et contrôle des médias de masse, cela permet la circulation, dans l'ensemble de la société, d'idées essentiellement favorables aux milieux d'affaires» nous rappelle Jim Stanford dans son Petit cours d'autodéfense en économie.

Quand le propriétaire d'une entreprise de presse possède aussi une importante compagnie d'assurance, n'est-il pas normal que son réseau d'information revienne régulièrement pour promouvoir la place du privé dans un réseau de santé public?

Pire, selon Hubert Lacroix, président de CBC/Radio-Canada, «les subventions publiques et les avantages – directs et indirects – que les radiodiffuseurs privés reçoivent sont de l'ordre de 900 millions de dollars par année». Les citoyens, par leurs impôts, financent l'entreprise privée pour qu'elle défende ses intérêts... et souvent au détriment des leurs.

Ne serait-il pas du devoir de tout État démocratique d'assurer à ses citoyens ce droit à une information qui défend leurs intérêts, un service essentiel à l'accomplissement de leurs devoirs? Ce qu'Armande Saint-Jean, dans son livre Éthique de l'information, appelait «une obligation pour les citoyens d'assumer, par l'entremise de l'État, un type de responsabilité collective» .

Ne devrait-on pas inscrire «dans la loi son rôle de service d'intérêt public et garantir son indépendance autant vis-à-vis du pouvoir politique que de l'argent...» ? L'information doit être considérée comme bien commun, tout comme l'éducation et à ce titre, son financement ne devrait-il pas être assuré par l'ensemble des citoyens?

À l'échelle internationale, au chapitre du financement public de l'information, le Canada fait piètre figure. Avant les récentes coupes... il investissait annuellement 34 \$ par habitant dans son diffuseur public CBC/Radio-Canada. La France? 78 \$. Le Royaume-Uni? 111\$. L'Allemagne? 147\$. La Suisse? 155\$. Et la Norvège? 164\$ .

«Le seul rempart contre les menaces pesant sur la liberté réside dans un gouvernement suffisamment fort pour protéger les intérêts du peuple, et dans un peuple suffisamment fort et informé pour maintenir son contrôle et sa souveraineté sur ce gouvernement» disait Franklin D. Roosevelt. ●

Article initialement publié dans *Quoi de neuf, la revue de l'AREQ*

**Le cours d'éducation financière, qui a pour objectif de faire de nos jeunes des consommateurs et consommatrices plus responsables, vient d'être rendu obligatoire au secondaire, aux dépens notamment de la formation en monde contemporain. Il paraît légitime de s'interroger sur les motivations poursuivies par le système éducatif, et du sens que peut prendre la consommation responsable.**

# Néolibéralisme, éducation et culture : quels liens ?



**Xavier St-Pierre**

ÉTUDIANT EN SOCIOLOGIE  
À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

La question apparaît plutôt simplement; c'est quoi cette bête? Comment se présente concrètement le néolibéralisme dont lui sont attribués nombre de maux de nos sociétés contemporaines? Le néolibéralisme est apparu sous la plume d'universitaires dans les années 70 avant de s'introduire dans les gouvernements de pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne. Cette théorie repose sur un rejet de l'État social pour promouvoir un État facilitateur de la croissance économique, et par conséquent une privatisation des institutions. Ce texte cherche néanmoins à aborder le néolibéralisme dans un sens plus large que le rôle de l'État et la privatisation. Pierre Dardot et Christian Laval, deux sociologues, nous précisent ce qui rend distinct le néolibéralisme du capitalisme; il s'agirait de la présence d'une « logique de marché » hors de la sphère marchande ».

Le système d'idées qui relève du néolibéralisme met en scène une logique marchande qui renvoie à la norme de la concurrence. Cette norme, selon les économistes classiques, serait

nécessaire au fonctionnement des échanges et de l'accumulation des profits. Elle se joue sur deux plans : d'une part par le prix, où la production est organisée afin d'être maximisée tout en dépensant moins que ses concurrents afin d'en retirer le plus de profit, et d'autre part par la création de nouveaux marchés, de produits et de méthodes de production différentes, bref par l'innovation. Alors que les marchés sont de plus en plus globaux, la concurrence est de plus en plus grande et les entreprises doivent être de plus en plus compétitives. Le néolibéralisme constitue l'extension de cette norme de la concurrence propre au marché vers ce qui ne relève pas de l'activité marchande.

L'institution scolaire constitue un exemple frappant de la colonisation du discours néolibéral et de sa logique dans les sphères non marchandes. Prenons comme exemple le cours Éducation financière. Ce cours s'est imposé dans les classes sous la décision arbitraire du ministre de l'Éducation Sébastien Proulx qui, rappelons-le, a ignoré les préoccupations des enseignants et des enseignantes. Si la logique néolibérale imprègne des champs hors de l'activité marchande, comment se manifeste-t-elle dans la quotidienneté de l'école?

Le concept de compétence, qui régit les apprentissages, vient du vocabulaire de l'entreprise, où il vise à mesurer l'employabilité sur le marché du travail. La compétence suppose un résultat, celui de *Prendre position sur un enjeu financier* pour prendre exemple sur le cours d'éducation financière. Ainsi, l'objectif de l'école est l'augmentation des compétences employables pour assurer la compétitivité des élèves devant la concurrence employés et employées. L'élève est donc appelé à être compétent à faire cela ou ceci, sans égards aux moyens utilisés pour parvenir à ce résultat.

L'approche par compétence constitue le moteur de la concurrence dans l'école et agit comme processus d'individualisation – dans lequel l'élève devient l'unique responsable de ce qu'il est. Cette conception ignore, voir fait disparaître, les causes extérieures de ce que l'individu vit lui renvoyant toute la responsabilité. Cette responsabilisation de l'individu est renforcée par une thématique





PHOTO : WIKIMEDIA COMMONS

énoncée par le cours : intégrer le monde du travail. Une attention particulière est accordée aux moyens dont l'élève dispose pour la recherche d'emploi et sur ses responsabilités en tant que travailleur ou travailleuse. Ainsi, si il ou elle ne trouve pas d'emploi, cela tient de sa responsabilité. Or, le taux d'emploi n'est pas du ressort de l'individu, mais relève d'un niveau macroéconomique; de l'état économique régional, national et mondial, du secteur d'activité, de l'âge ou du sexe du travailleur ou de la travailleuse, etc. La cause de l'échec est individualisée : tout retombe sur les épaules de l'élève. Ajoutons à cela que le cours Monde contemporain, qui permet une compréhension plus globale de la réalité économique, sociale et politique, s'est fait damer le pion, se faisant amputer de moitié le nombre d'heures qui lui était voué, au profit de l'Éducation financière.

D'une manière plus large, on peut s'interroger sur la nature de la culture – en tant que système de valeurs et de normes encadrant des manières de penser et d'agir – qui fait l'objet d'un apprentissage implicite au sein de l'institution scolaire. Ne serait-ce pas une cultu-

re marchande? Inspirée de l'économie de marché, au sein de laquelle la connaissance ne se trouve valorisée que dans un contexte de rentabilité économique. Ainsi, à la sortie de son parcours au secondaire, l'élève entre dans un salon de l'auto où les institutions collégiales et universitaires se targuent chacune d'être le véhicule vers le succès professionnel, présentant des programmes adaptés à « l'économie du savoir ».

### **L'institution scolaire constitue un exemple frappant de la colonisation du discours néolibéral et de sa logique dans les sphères non marchandes.**

En ce sens, le sociologue Luc Boltanski souligne que la connaissance, qui incarne la marchandise de cette économie, ne représente « qu'un "capital" de "compétences", de "savoir-faire" et de "savoir-être" apprécié à l'aune des profits que l'on peut en attendre ». Cela étant dit, il importe de noter que l'avènement de la culture marchande propre à l'ère néolibérale ne signifie pas pour autant devoir faire preuve de

nostalgie à l'égard de la culture savante et de se cloîtrer dans une formation culturelle élitiste. Ce constat amène plutôt à s'interroger sur le type de formation qui incarnerait un réel instrument de justice sociale et d'émancipation intellectuelle, et non celle qui convient à la croissance infinie et son système de production. ●

**Trouver des solutions africaines aux problèmes africains...Et des problèmes systémiques appellent des solutions systémiques! Alors que les économies du monde entier ne jurent aujourd'hui qu'à l'énergie fossile, courant ainsi vers un désastre climatique et environnemental, Godfrey Nzamujo créait, en 1985, le centre Songhaï, un lieu d'expérimentation où agroécologie et biomimétisme sont au cœur du projet. À l'heure où le CS3R se prépare pour une campagne sur les changements climatiques, cette initiative incarne un exemple de résilience inspirant!**

# Quand l'Afrique relève la tête !



**CLAUDE LACAILLE**

Songhaï est parti d'un rêve, d'une intuition : créer des villes vertes où les populations puissent bien vivre en tirant partie de ce que chacun trouve sur son territoire, des matières premières, des ressources naturelles, du savoir-faire de sa population, de l'observation de la nature, en valorisant les ressources importantes considérées comme des déchets : les fientes de poule, les feuilles des arbres, les plastiques... etc. Songhaï propose à chacun de se retrousser les manches pour réduire la pauvreté, en fournissant des technologies et des méthodes qui améliorent la production tout en respectant l'environnement et la vie sociale. Le travail agricole est souvent dévalorisé. À Songhaï on vise à ce que les jeunes puissent choisir ce métier et acquérir des compétences et des qualifications nécessaires pour en bien vivre avec fierté et dignité.

Aussi parle-t-on d'entrepreneurs agricoles plutôt que de fermiers ou de paysans. « Une ferme est une entreprise en ce qu'elle doit mobiliser à des fins productives des forces de travail, un capital foncier, des savoir-faire tant dans la production, que la commercialisation ou la transformation des outils et de l'énergie. » Aussi l'accent est-il mis sur la formation et plus de 6000 étudiants et étudiantes ont pu en bénéficier depuis 30 ans et forment le Réseau National des Fermiers Songhaï pour faciliter le partage d'expériences et la circulation de l'information. La formation est holistique. On y apprend les technologies de l'agriculture, de la pisciculture et de l'élevage, on y donne une formation économique en gestion et en travail d'équipe et un enseignement éthique et philosophique. La pratique sur le terrain est au centre; il faut se confronter personnellement à la terre.

Le travail est très exigeant et irremplaçable, mais la terre est généreuse. Quand on parcourt les 20 hectares du Centre, on est plongé dans un monde rural verdoyant et fertile où la vie

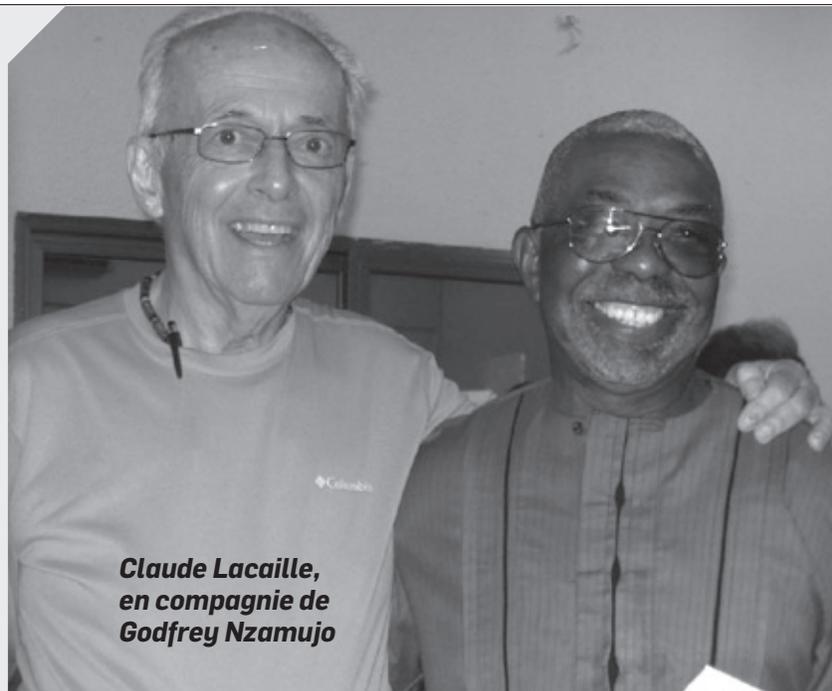
abonde absolument partout. L'approche est systémique et rien ne se perd. Ici on élève des volailles : poulets, cailles, dindons, pintades dans des installations sobres et impeccables. Partout, des plantations d'arbres fruitiers, de palmiers, de cocotiers chargés lourdement de fruits; des jardins à perte de vue sur un sol jamais labouré et où l'humidité est maintenue par un recouvrement de feuilles de palmiers séchées. On prend à la terre seulement ce dont on a besoin et tout ce qui reste est remis à la terre pour sa régénération. L'eau provenant de sources et l'eau de pluie est soigneusement recueillie dans des canalisations qui parcourent le territoire : les jacinthes d'eau, plantes considérées envahissantes sur les lacs et rivières, sont ici mises à profit : elles purifient les eaux usées et permettent à l'eau des toilettes et des douches d'être recyclées de façon naturelle. Les moustiques sont absents : dans les canalisations, on élève des alevins qui se nourrissent des larves de moustiques. Quand ceux-ci ont atteint leur maturité, ils sont transférés dans les nombreux bassins de pisciculture. La production de poisson est impressionnante : les tilapias et poissons chats sont gavés avec des asticots de mouches. En effet, les mouches sont attirées dans des bacs de déchets de table broyés; elles vont y pondre et ces asticots, source très riche en protéines animales, une fois à maturité, sont donnés en pâture aux poissons. Les technologies les plus diverses expérimentées un peu partout dans le monde, sont appliquées à Songhaï avec une rigueur scientifique. Le Centre possède un laboratoire de recherche, une fonderie pour recycler le métal. La ferraille sert à fabriquer des machines et des outils agricoles adaptés aux besoins locaux. Un bio-digesteur transforme les matières fécales en gaz méthane qui sert au chauffage et à l'éclairage. Le soleil et le vent sont aussi mis à contribution pour une autosuffisance énergétique sans dommage à l'environnement.

**L'expérience Songhaï est une puissante inspiration pour que l'Afrique puisse relever la tête et cesse d'exporter ses richesses à vil prix et d'importer sa pauvreté en s'endettant.**

rées dans des bacs de déchets de table broyés; elles vont y pondre et ces asticots, source très riche en protéines animales, une fois à maturité, sont donnés en pâture aux poissons. Les technologies les plus diverses expérimentées un peu partout dans le monde, sont appliquées à Songhaï avec une rigueur scientifique. Le Centre possède un laboratoire de recherche, une fonderie pour recycler le métal. La ferraille sert à fabriquer des machines et des outils agricoles adaptés aux besoins locaux. Un bio-digesteur transforme les matières fécales en gaz méthane qui sert au chauffage et à l'éclairage. Le soleil et le vent sont aussi mis à contribution pour une autosuffisance énergétique sans dommage à l'environnement.

On découvre la place des enzymes pour « booster » la vie, celle des micro-organismes pour la construction des sols en transformant l'énergie du soleil, celle des champignons, celle des différentes plantes en relation entre elles, la dynamique du système forestier et le jeu des insectes pour se neutraliser.

Nous arrivons au Centre Songhaï en banlieue de Porto Novo au Bénin le 28 juillet dernier. C'est ma première immersion en Afrique. Sur le portail, on peut lire : SONGHAÏ, L'Afrique relève la tête! À l'été 2016, lors d'un colloque international en France, j'avais l'occasion de rencontrer Godfrey Nzamujo, l'initiateur et le directeur du Centre Songhaï. Ma curiosité avait été piquée par cet Africain déterminé depuis 30 ans à bouter la pauvreté hors de l'Afrique. « Nous possédons un capital bio-environnemental d'une richesse infinie. Nous vivons sur une terre riche qui peut produire douze mois par année et nous avons une main d'œuvre abondante qui compte 200 millions de jeunes de 15 à 24 ans. Nos compétences scientifiques et technologiques sont nombreuses pour améliorer la production et la transformation des richesses naturelles. » Cet été, j'ai eu le bonheur d'être hébergé durant dix jours à Songhaï et de me retrouver au « paradis terrestre ».



*Claude Lacaille,  
en compagnie de  
Godfrey Nzamujo*



Non seulement le Centre Songhaï se consacre-t-il à la production, mais aussi à la transformation et à la commercialisation de produits importants pour la vie quotidienne des populations. Ce qui est visé est l'amélioration de la qualité de vie en créant une dynamique de développement endogène. L'expérience Songhaï est une puissante inspiration pour que l'Afrique puisse relever la tête et cesse d'exporter ses richesses à vil prix et d'importer sa pauvreté en s'endettant.

Godfrey Nzamujo, par ses compétences scientifiques en économie, en agronomie et en informatique, par sa sagesse et sa spiritualité dominicaine, dessine les lignes d'une alternative au développement d'une Afrique libre et indépendante. « Songhaï est un virus. Son objectif est d'infecter toute l'Afrique. Bien sûr, il ne s'agit pas d'inoculer une maladie, mais bien au contraire de la vie, de la résistance et de l'imagination et de proposer une nouvelle feuille de route, une boussole pour un autre style de développement. » ●

**Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières est heureux de s'être vu octroyer une subvention totale de 252 020 \$ pour la réalisation de deux projets de coopération, en Haïti et à Cuba, retenus dans le cadre du Programme québécois de développement international.**

# Le CS3R reçoit un appui important du MRIF

La sélection 2017-2018 des projets du Programme québécois de développement international (PQDI), financé par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF), s'est effectuée en 3 parties : les projets touchant l'Afrique francophone, ceux touchant Haïti et ceux touchant les pays de l'Amérique latine. Globalement, l'enveloppe budgétaire disponible pour le PQDI a permis de soutenir 40 % des propositions soumises, 37 % en termes de financement demandé, pour un total de 14 projets sur les 35 projets analysés.

## HAÏTI

**« Renforcement des capacités locales pour le développement de l'agroforesterie et d'une agriculture durable en montagne dans le nord-est d'Haïti »**

Le projet s'inscrit dans la deuxième phase d'un projet initié en 2015 par l'Institut de Recherche et d'Appui Technique en Aménagement du Milieu (IRATAM).

Ce projet se réalisera dans deux zones du département du Nord-est, soit la zone 1 (Sainte-Suzanne, Grosse-Roche, Dupity et Trou-du-Nord) et la zone 2 (Perches, d'Acul Samedi et de Vallières). Cette deuxième phase constitue la suite logique du projet initié en 2015, en mettant l'accent sur l'utilisation des matériels acquis lors de la première phase et une adaptation face aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire qui touchent toutes nos zones d'intervention. Pour y remédier, de nouvelles pratiques culturales vers d'autres cultures plus résistantes aux méfaits des changements climatiques (pois d'angoles, benzoïlive, ricin, arbres de couvertures, etc.) vont être introduites via ce projet, tout en renforçant les acquis de la première phase. Ces nouvelles pratiques passeront notamment par la production, la conservation, la transformation et la commercialisation des

produits agricoles des coopératives, notamment le développement du "Rurbain (Rural-urbain)" qui va permettre de resserrer les liens entre les organisations de base des campagnes et des villes.

L'unité de torréfaction de café mise en place lors de la phase précédente permet la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, en plus de mettre sur le marché haïtien un café de meilleure qualité pour la population locale. Il y a longtemps que les consommateurs de café des couches populaires font face à des cafés préparés dans de mauvaises conditions et contenant des objets nuisibles pour leur santé ajoutés par les vendeurs pour un meilleur rendement.

Depuis plus de deux ans, IRATAM développe la filière avicole dans la région du Nord où il a procédé à la mise en place d'une première unité de poulailler. Ainsi, dans le cadre de ce présent projet et dans le but d'intensifier et d'augmenter la production des œufs de table dans la région du Nord, IRATAM procédera à la mise en place d'un nouveau poulailler de 1,000 poules pondeuses dans le parc agro-industriel de l'INEM. Présentement, le marché de la région est maintenu par l'importation des œufs de table venant de la République dominicaine, ce qui augmente le prix des œufs de consommation.



**L'unité de torréfaction de café mise en place lors de la phase précédente permet la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, en plus de mettre sur le marché haïtien un café de meilleure qualité pour la population locale.**



## CUBA

« Animation, formation et sécurité alimentaire grâce à l'énergie solaire dans les régions isolées de Guantanamo »

Le projet vise à assurer le pompage de l'eau à l'aide de l'énergie solaire dans trois communautés rurales isolées situées dans la province orientale de Guantanamo. Cette région subit une grave sécheresse depuis plusieurs années, en plus d'avoir été dévastée par le puissant ouragan Matthew en octobre 2016.

Non seulement ce projet permettra-t-il de fournir de l'eau potable à des populations qui en ont cruellement besoin, mais il permettra surtout d'améliorer les conditions de cultures et d'élevage qui souffrent énormément du manque d'eau. L'impact positif sur les revenus et les conditions de vie des populations visées sera rapide et décisif. De plus, ce projet propose de fournir une salle communautaire et un moyen de communication (grâce encore à l'énergie solaire) aux com-



munités visées, en plus de faciliter le reboisement des zones, ce qui est jugé prioritaire pour assurer le maintien des nappes phréatiques. Finalement, à travers une importante stratégie d'éducation, le projet mettra en valeur la culture de ces régions éloignées tout en s'attaquant aux problématiques sociales qui les caractérisent. Ces diverses interventions permettront de combattre de manière très efficace l'exode rural à sa source. ●

## LOTÉRIE SOLIDAIRE ●

Félicitations aux gagnant.e.s de notre **Loterie solidaire**, et merci à tou.te.s de votre participation!



Félicitations à Mme Sylvie Carboneau, la première gagnante d'une longue série à venir de la Loterie solidaire du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Madame Carboneau (billet n° 39) remporte la somme de 1025\$.

### AUTRES GAGNANTS

tirage du 18 mai 2017 : Liette Charest (billet n° 7) - 1025\$  
 tirage du 18 mai 2017 : Gilles Lapointe (billet n° 25) - 1025\$  
 tirage du 15 juin 2017 : Marie Daudelin (billet n° 165) - 1025\$  
 tirage du 15 juin 2017 : Claude Rompré (billet n° 137) - 1025\$  
 tirage du 21 septembre 2017 : Hélène Lamothe (billet n°76) - 1025\$  
 tirage du 21 septembre 2017 : Juan Montecinos (billet n°73) - 1025\$  
 tirage du 19 octobre 2017 : Lise L. Plamondon (billet n°9) - 1750\$  
 tirage du 19 octobre 2017 : Manon Claveau (billet n°133) - 1750\$

Sur la photo, Véronique Maheu, agente de développement au secteur des stages internationaux du CS3R, et Ginette Houle, responsable de la Loterie solidaire, lors du premier tirage.

*On oppose souvent les cultures traditionnelles autochtones aux sociétés occidentales. Souvent teintée de préjugés et de racisme, la perception des « Blancs » se fait, au mieux condescendante, mais trop souvent méprisante, envers ces sociétés traditionnelles, qui auraient raté le wagon du développement. Ainsi, au cours des siècles, les Autochtones se sont vus renié.e.s leur culture, marqueur de leur identité certes, mais surtout portée par des savoirs ancestraux appliqués à leur environnement. Au nom du développement, les Autochtones se sont vus privé.e.s de leur territoire, entraînant une dépossession de l'application, ou de l'usage, de leurs savoirs traditionnels exercés sur ces territoires. Mais est-ce que les sociétés occidentales ne se sont pas également vus privées de l'usage de leurs savoirs par l'avènement du capitalisme? C'est la thèse que soutient Dalie Giroux, interrogeant ainsi cette dichotomie perçue entre cultures occidentales et autochtones.*

# Retrouver les usages. Les luttes sociales ne s'opposent pas aux luttes autochtones



**DALIE GIROUX**

PROFESSEURE DE SCIENCE POLITIQUE À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA, ELLE A PUBLIÉ RÉCEMMENT LE QUÉBEC BRÛLE EN ENFER, CHEZ M ÉDITEUR.

Les cultures traditionnelles autochtones, partout dans le monde, on le sait, ont été totalement disqualifiées par la colonisation européenne. Or, ces cultures sont et ont été, avant d'être des marqueurs identitaires, des systèmes de connaissances. Une culture est le répertoire de l'ensemble de ce qu'un groupe sait qui lui permet de (bien) vivre dans un environnement donné. C'est donc dire que la colonisation a contribué, par la confiscation des territoires et par les politiques d'assimilation, à la destruction des savoirs traditionnels. Et cela a abouti à la destruction du libre accès aux choses qui permettent aux peuples de vivre librement : à la destruction de la liberté politique et économique.

## **DISQUALIFICATION DES SAVOIRS TRADITIONNELS**

Il s'est en effet agi, dans la mise en œuvre du capitalisme historique en Europe à partir du 18<sup>e</sup> siècle et dans son extension coloniale, de détruire les économies domestiques, les économies artisanales, les économies de subsistance (qui correspondent aux systèmes de connaissances traditionnelles) au profit de la mise en œuvre d'une forme productive de travail, c'est-à-dire dans une forme qui soit susceptible de produire de la valeur sous forme de capital.

À ce titre, la disqualification des savoirs traditionnels n'a pas seulement touché les peuples colonisés dans le cadre de l'usurpation systématique de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques des derniers siècles et qui a produit les conditions de la mondialisa-

tion actuelle, mais elle a touché l'ensemble de la population européenne dans le cadre de la conversion forcée des territoires et des peuples à l'économie productive.

## **DÉPOSSESSION DU TERRITOIRE**

Cette disqualification n'est ainsi pas simplement de l'ordre d'un processus colonial, dont la base serait le racisme et l'idéologie pri-



*Il est indéniable que sans votre aide fraternelle et la transmission de vos connaissances, nous n'aurions jamais pu nous établir ici et bâtir avec vous...*

mitiviste, mais elle correspond à un processus global qui est à la fois politique et économique, de séparation du producteur d'avec les moyens de production – de séparation des terriens de la terre qui les nourrit.

En ce sens, le territoire, et donc les connaissances collectives et gratuites qui permettent d'en vivre, y compris les compétences politiques, médicales, alimentaires, communicationnelles, etc., qui constitue le complexe des connaissances traditionnelles, a été l'objet d'une dépossession qui touche l'ensemble des habitants de la terre. Les formes et les effets de cette aliénation que constitue la dépossession globale et primitive de l'usage des choses qu'a requise la mise en œuvre du capitalisme sont incalculables, et ils sont partagés par tous les terriens, indigènes, salariés, exclus ou membre 1% : notre condition commune implique qu'il nous faut payer pour vivre : se loger, se vêtir, se nourrir, se déplacer, s'éduquer, se soigner.

### **COMPENSATION SALARIALE POUR LES UNS, EXCLUSION POUR LES AUTRES**

Pourquoi cela nous a-t-il historiquement échappé, du côté des luttes progressistes? Nous avons eu le salariat, la citoyenneté libérale, et la régulation keynésienne du capitalisme (plein emploi, contrôle étatique des taux de change, mesures de protection sociale), qui a constitué un système de compensation historique de la dépossession primitive de l'usage des territoires et des savoirs traditionnels dont les peuples terriens ont été l'objet dans la constitution historique du capitalisme. Le socialisme a d'ailleurs essentiellement visé

dans ses luttes politiques la compensation de la dépossession, la socialisation du capital, plutôt que la réappropriation de la liberté collective totale de l'usage.

Les peuples autochtones n'ont généralement pas eu accès à cette compensation salariale et citoyenne dans la mesure où ils ont été déposés des territoires et exclus de leurs moyens de production traditionnels, sans pour autant être intégré à la force de travail. Ils ont plutôt fait face à la spoliation, à la marginalisation, à l'assimilation culturelle, et à l'extermination, justifiées par un discours raciste et évolutionniste : l'État capitaliste avait besoin de rendre disponibles les ressources contenues dans les territoires, mais pas de la main-d'œuvre, marginale et politiquement problématique, potentialisée par ces peuples. Les ententes territoriales contemporaines, tout comme la défense actuelle des traités numérotés, sont en grande partie exigées sur la base d'une compréhension de ce qui est à compenser, à savoir le territoire et les savoirs associés en tant qu'ils constituent des moyens de production libre d'usage.

### **QUELLES SOLUTIONS?**

C'est pourquoi la question des savoirs traditionnels et de l'accès aux territoires est aujourd'hui si importante : non pas parce que le colonialisme a commis une injustice envers les peuples autochtones qu'il faut corriger en travaillant à les intégrer à la citoyenneté libérale et aux compromis sociaux-démocrates à partir et au sein desquels nous luttons contre le capitalisme et pour le progrès social. Mais plutôt parce que ces luttes ont conservé la mémoire d'une dépossession radicale, première, qui est la condition du système d'exploitation qui nous est commun, peu importe notre place dans celui-ci, qui est la destruction de l'usage – dont la condition de possibilité est le territoire et les savoirs, libres d'accès.

À cet égard, l'exigence de la gratuité scolaire, et l'exigence d'une université autonome, sont éminemment politiques, et primordiales dans la possibilité même de vivre librement. De la même façon, les luttes pour l'accès au territoire, les luttes pour la protection du territoire contre la valorisation économique, l'apprentissage et la transmission de l'usage libre de la terre sont des fronts de résistance fondamentaux.

Ce que cela signifie, concrètement, c'est que lorsque les travailleuses et travailleurs québécois s'opposent aux revendications territoriales des Innus, des Atikamekw, et des Algonquins, ils reproduisent le racisme impérial en même temps que leur propre aliénation, par laquelle leur rapport au territoire, à l'usage, est confisqué par l'État et le capital qui, dans l'horizon de la création de valeur, les asservit entièrement en échange de quelques avantages sociaux et de technologies de confort. Ils ne se reconnaissent pas, en tant que peuple dépossédé, dans la figure du militant autochtone. Non seulement ils ont perdu l'usage, ils ont aussi perdu la mémoire de l'usage. Et cette mémoire fait partie des savoirs traditionnels avec lesquels une praxis émancipatrice est forcée de renouer. ●



... cette grande civilisation.

Depuis plus de 20 ans, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) organise, avec le soutien du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), les Journées québécoises de la solidarité internationale. Cet événement permet au public québécois de prendre part à de nombreuses activités relatives aux enjeux actuels de la solidarité internationale. Cette année, la culture comme outil d'influence politique est à l'honneur.

# La culture à double tranchant



## CLAUDE VAILLANCOURT

PRÉSIDENT D'ATTAC-QUÉBEC ET AUTEUR DE PLUSIEURS ESSAIS, DONT HOLLYWOOD ET LA POLITIQUE

Notre système économique nous entraîne à consommer la culture comme tout autre produit.

Celle-ci doit avant tout nous divertir : nous fredonnons avec plaisir le succès musical de l'heure, nous restons accrochés pendant des années à une série télévisée, nous nous éblouissons devant le feu d'artifice d'effets spéciaux d'un film d'action hollywoodien. Ce qui permet à des multinationales du divertissement d'accumuler de gigantesques profits et de relancer en peu de temps des produits semblables et tout aussi rentables.

Mais il existe aussi une autre vision de la culture, selon laquelle elle doit être «convulsive», comme le disait le poète André Breton à propos de la beauté, ou «cruelle» comme le souhaitait l'homme de théâtre Antonin Artaud. La culture existe aussi — et surtout, selon certaines personnes — pour déranger, pour secouer le public, pour être le miroir de notre monde, pour exprimer toute la complexité de la condition humaine. Elle peut même à l'occasion dénoncer les injustices et s'attaquer à d'importants problèmes de société.

Chose certaine, elle n'est jamais neutre. La culture peut servir au pouvoir en place pour passer des messages rassurants, montrer que tout va bien et que nous devons nous contenter de notre sort. Elle

peut devenir aliénante, comme le pensaient les philosophes de l'école de Frankfurt, qui dénonçaient vertement la culture industrielle. Par l'art engagé, les artistes peuvent aussi se transformer en militants et soutenir des causes qui leur tiennent à cœur, tout en produisant des œuvres d'une grande qualité, comme certaines chansons de Richard Desjardins, ou les films de Costa-Gravas ou de Ken Loach.

Même dans sa production en apparence la plus dépourvue de sens, dans l'aspiration à faire de l'art pour l'art, il peut y avoir un message, celui de refuser d'aborder des problématiques contemporaines, de refuser de réfléchir sur le monde et son évolution. Pendant la guerre froide, par exemple, l'art abstrait a obtenu un appui très net des mécènes et de la CIA aux États-Unis pour contrer un art figuratif privilégié par les communistes.

L'aspect politique de la culture exige une certaine responsabilisation de la part du public. Celui-ci peut se contenter d'être passif, de recevoir ce qu'on lui transmet sans trop réfléchir. Ou il peut mettre en branle son sens critique et essayer de comprendre ce qui se cache derrière l'œuvre séduisante qu'il apprécie.

On se réjouit de l'histoire captivante d'un film de super-héros. Mais il est aussi possible de comprendre que ces films véhiculent des valeurs et une vision du monde très particulières. Dans cet univers de fantaisie, on vénère les armes, les conflits se résolvent par la violence, le monde se divise entre bons et méchants et le salut ne vient pas de soi-même, mais d'un individu supérieur qui sauvera le peuple incapable de se prendre en main. S'agit-il là d'une conception qui nous convient?

La marchandisation de la culture nous place devant un important dilemme : faut-il se tourner vers les œuvres qui plaisent au plus grand nombre, celles qui apparaissent en tête des palmarès, qui sont moussées par de grandes campagnes de publicité, dans les médias et dans les réseaux sociaux? Ou vers des créations moins connues, moins diffusées, parfois plus exigeantes, mais conçues le plus souvent beaucoup plus librement?

La société dans laquelle nous vivons nous pousse largement à privilégier les œuvres les plus connues. Parce qu'on en parle davantage

**NPD**

**Robert Aubin**  
Député de Trois-Rivières

214, rue Bonaventure, Trois-Rivières, QC G9A 2B1  
robert.aubin@parl.gc.ca

819 371-5901

@RobertAubinNPD  
/robertaubin.deputenpdr



---

## La culture

---

**La culture peut servir au pouvoir en place pour passer des messages rassurants, montrer que tout va bien et que nous devons nous contenter de notre sort.**

---

PHOTO : CS3R

**Pour en savoir plus,**  
Découvrez en pages centrales  
la programmation complète des  
Journées québécoises de la solidarité  
internationale en Mauricie.

forcément, parce que la publicité produit un puissant effet d'attraction, et pour partager ce que nous avons éprouvé avec les personnes de notre entourage. La culture a très souvent un effet unificateur dont il est difficile de se priver.

Grâce à ces produits de grande diffusion, les entreprises culturelles font d'importantes économies d'échelle : il coûte cher de produire et mettre en marché un film, une chanson et même un roman, mais pas de les reproduire en d'énormes quantités. L'industrie de la culture se nourrit donc essentiellement d'immenses succès générateurs de profits élevés. Et des moyens considérables sont mis en place pour que ce système se perpétue.

La culture peut être standardisée, conformiste, anesthésiante, s'approchant même parfois de la propagande. Mais elle est aussi extrêmement diversifiée, exprimant une multiplicité de points de vue, souvent même subversive, audacieuse, exigeante. Chose certaine, pour l'aimer dans sa grande diversité, pour en apprécier la profondeur et la capacité de tout remettre en cause, il est nécessaire de conserver un esprit très critique, de ne pas craindre de sortir des sentiers battus. Il faut aussi accepter parfois de faire certains efforts, sachant que ceux-ci pourront être largement récompensés. ●



## JOURNÉES QUÉBÉCOISES de la SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

## PROGRAMMATION RÉGIONALE DES

### MERCREDI 8 NOVEMBRE

#### LANCEMENT DES JQSI

Lancement des JQSI et vernissage de l'exposition Les humains de Khalambasse. L'exposition de photos prises par des stagiaires internationaux du CS3R offre un regard différent et touchant sur la communauté d'accueil du village sénégalais. Elle se tiendra du 8 au 18 novembre. Un café est offert gratuitement lors de l'événement.



**10 h 15 - Entrée libre**  
Café Frida, 15 rue des Forges, Trois-Rivières

#### CONFÉRENCE D'ÉRIC PINEAULT : LE PIÈGE ÉNERGIE EST

À l'heure où le projet Énergie Est est abandonné par TransCanada, n'est-il pas temps de se questionner sur les pistes d'avenir à privilégier au niveau énergétique au Québec? Recourir aux énergies fossiles, c'est s'enfermer dans une logique capitaliste délétère qui nous pousse à extraire et à consommer toujours davantage de pétrole.

**12 h 15 - Entrée libre** (stationnement payant)  
Collège Lafliche, Salle Hubert Reeves  
1687, Boulevard du Carmel,  
Trois-Rivières



### JEUDI 9 NOVEMBRE

#### TABLE RONDE : LES LUTTES DES FEMMES AUTOCHTONES D'HIER À AUJOURD'HUI

Suzie O'Bomsawin – Femme abénaquise et membre du réseau jeunesse des Premières Nations du Québec et du Labrador.

Nicole O'Bomsawin – Femme abénaquise et enseignante au collègue KIUNA.

Valérie Jubainville – Coordonnatrice du Point de service pour autochtones de Trois-Rivières.

Viviane Chilton – Femme atikamekw et membre du Conseil de bande de Wemotaci.



**13 h 30 - Entrée libre**  
Université du Québec à Trois-Rivières  
3351, Boulevard des Forges, local R-1066

### JEUDI 9 NOVEMBRE

#### PROJECTION DE FILM : MÊME LA PLUIE

Le film *Même la pluie* de la réalisatrice Icíar Bollain, est une œuvre ambitieuse, qui ose, s'adossant à l'histoire, aborder un sujet qui s'imposera dans un avenir proche comme la principale source de bouleversements et de conflits sur toute la planète : l'accès à l'eau potable.



**19 h 30 - Admission gratuite**  
pour les membres, 6 \$ non-membres  
Ciné-Campus de Trois-Rivières, 858, rue Laviolette, Trois-Rivières

### DIMANCHE 12 NOVEMBRE

#### PROJECTION DE FILM : CITOYENS DE NULLE PART

Septembre 2013. Le Tribunal Constitutionnel dominicain vient de rendre près d'un quart de million de Dominicain.e.s d'origine haïtienne apatrides. Réalisé par Nicolas Tremblay et Régis Coussot, le film plonge droit au cœur du drame humain vécu par ces migrant.e.s, qui ont tout sacrifié pour suivre leur rêve de liberté. Discussion en présence du réalisateur à la fin.



**19 h 30 - Entrée libre**  
Café Frida, 15 rue des Forges, Trois-Rivières

### MERCREDI 15 NOVEMBRE

#### CONFÉRENCE DE IANIK MARCIL : L'IMPACT DU LIBRE-ÉCHANGE SUR NOS VIES QUOTIDIENNES ET SUR L'ENVIRONNEMENT

Au cours des derniers mois, deux accords de libre-échange commercial, l'ALENA (Canada/États-Unis/Mexique) et l'AECG (Canada-Europe) ont occupé une place importante dans l'actualité. Alors que certains tracent un bilan des plus positifs des retombées de ce type d'accords, d'autres y relèvent sur de nombreux plans des reculs aux conséquences dramatiques, notamment sur nos vies quotidiennes et sur l'environnement.



**19 h - Entrée libre**  
Théâtre du Cégep de Trois-Rivières  
3175, Boulevard Laviolette, Trois-Rivières

## Pour toutes questions relatives à la programmation : [alice.grinand@cs3](mailto:alice.grinand@cs3)

Ces activités ont lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de

# 21<sup>E</sup> JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI)

## JEUDI 16 NOVEMBRE

### 5 À 7 SOLIDAIRE

Par la présentation de projets de coopération internationale et par la présence d'organismes locaux qui œuvrent pour un monde plus juste, l'activité vise à rassembler la population locale ainsi que les personnes issues de l'immigration afin de célébrer la solidarité locale et internationale!



16 h 30 - Entrée libre

Foyer du centre des arts de Shawinigan  
2100, Boulevard des Hêtres, Shawinigan

## SAMEDI 18 NOVEMBRE

### SOIRÉE SANS FRONTIÈRES

Soirée festive mettant en valeur les projets des stagiaires internationaux et les militant.e.s du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Kiosques sur les projets de stages, prix à gagner, remise du prix Solidarité Brian-Barton et témoignages. Le prix du billet inclut une consommation gratuite!



16 h à 19 h - 10 \$

Complexe de la Franciade  
100, Rue de la Mairie, Trois-Rivières  
(secteur Saint-Louis-de-France)

## DIMANCHE 19 NOVEMBRE

### CONFÉRENCE DE MARIE-ÈVE MAILLÉ ET PIERRE BATELLIER : ACCEPTABILITÉ SOCIALE; SANS OUI C'EST NON

L'acceptabilité sociale existait bien avant qu'on en parle, mais elle portait simplement d'autres noms: conflit, controverse, opposition, crise, débat, appui populaire... Mais qu'est-ce que l'acceptabilité sociale, au juste? S'agit-il d'une nouvelle stratégie pour «fracturer le social afin de mieux l'exploiter»?



10 h 30 - Entrée libre

Bibliothèque Gatién-Lapointe  
1425, Place de l'Hôtel de Ville  
Trois-Rivières

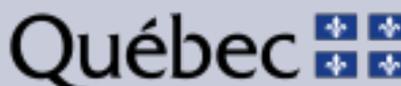


UNE INITIATIVE DU

COMITÉ DE SOLIDARITÉ  
TROIS-RIVIÈRES

WWW.CS3R.ORG  
819 373-2598

PARTENAIRES



Association québécoise  
des organismes de  
coopération internationale



LAFLECHE



BIBLIOTHÈQUES  
DE TROIS-RIVIÈRES



Syndicat des professeur(e)s  
du Cégep de Trois-Rivières



écosociété

GOSSELIN

Br.org, 819 373-2598, poste 304

la Francophonie du Québec. Ces événements sont coordonnés au Québec par l'Association québécoise des organismes en coopération internationale (AQOCI).

**Chaque année, des dizaines de stagiaires du Comité de solidarité Trois-Rivières (CS3R) partent quelques semaines ou quelques mois pour vivre une expérience à l'étranger. Qu'il s'agisse de la Bolivie, du Burkina Faso, de Cuba ou d'Haïti, l'expérience à l'étranger peut constituer une source d'appréhension, d'inquiétudes, de stress et d'anxiété. Avec raison! Car vivre à l'étranger, c'est parfois apprendre une nouvelle langue ou s'adapter à de nouvelles habitudes alimentaires, c'est être confronté à de nouvelles mentalités, valeurs et modes de vie. En somme, c'est perdre ses propres repères. Bien sûr, la capacité d'adaptation est très variable d'une personne à une autre, en fonction de leur éducation et de leur personnalité. Mais reste que chacun vit, à des degrés divers, le choc culturel.**

# Surmonter le choc culturel



**DANIEL LANDRY**

PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE AU COLLÈGE  
LAFLÈCHE ET ADMINISTRATEUR DU COMITÉ  
DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

## D'où vient l'expression? De quoi s'agit-il?

C'est l'anthropologue canadien Kalervo Oberg qui utilise l'expression dès les années 1960 en parlant du choc culturel comme d'une « expérience de stress et de désorientation vécue par la personne devant apprendre à vivre dans une nouvelle culture. » Il peut donc être vécu dans plusieurs contextes : l'apprentissage d'une nouvelle langue, le fossé générationnel ou technologique et, évidemment, le mal du pays.

Le choc culturel ne se limite donc pas au mal du pays. D'ailleurs, quand le sociologue québécois Fernand Dumont récite l'émigration qu'il a vécue, il fait plutôt référence à l'acquisition d'une culture savante qui l'a éloigné de sa culture familiale d'origine, au point de vivre une forme de choc culturel. Ainsi, le simple fait de partager un repas avec ses parents ouvriers et analphabètes représente un choc culturel pour un individu devenu un universitaire reconnu. Dans le cas de Dumont, surmonter le choc culturel, c'est accepter la cohabitation de ses deux cultures : ne pas renier son appartenance d'origine (culture première) et assumer ses acquis savants (culture seconde).

## Les étapes du choc culturel

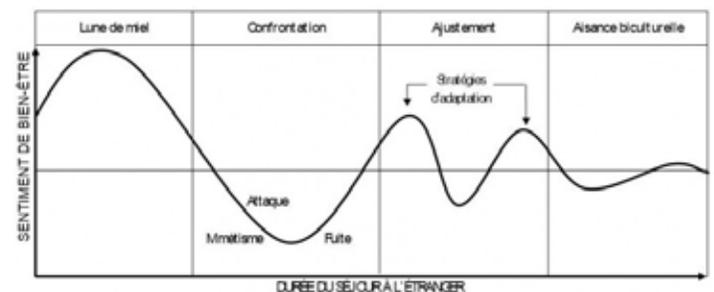
La psychologue Sonja Susnjar aborde les phases d'adaptation au choc culturel. Elle parle de trois grandes étapes :

1. La phase d'enthousiasme et d'euphorie face à la nouvelle culture, que certains nomment la lune de miel. C'est la période de découvertes. Tout paraît intéressant, stimulant, beau et bon. C'est l'envie de vivre de nouvelles expériences.
2. La phase réactive. L'individu vit des crises. Il est frustré, se sent impuissant et isolé. Surtout, il est nostalgique, il s'ennuie et peut même vivre une anxiété profonde en regrettant de s'être placé dans une telle situation.

3. La phase d'adaptation. L'individu adopte des stratégies adaptatives pour mieux vivre le choc. Il se construit un nouveau réseau social et fait les efforts pour mieux comprendre les us et coutumes de l'endroit. C'est le moment où il commence à mieux comprendre autrui en étant en mesure de se mettre à sa place, c'est-à-dire en adoptant une posture empathique.

Bien sûr, le choc culturel est plus intensément vécu dans le cas d'un séjour à l'étranger prolongé sur plusieurs années, qu'il s'agisse d'études à l'étranger ou d'une émigration. Le cas échéant, il peut cumuler en une quatrième phase qu'est celle de l'aisance biculturelle, c'est-à-dire cette capacité de se débrouiller aussi bien au sein des deux cultures. Quant aux courts séjours de quelques semaines ou quelques mois, ils nécessitent une bonne préparation pour s'assurer de ne pas rester coincé dans la deuxième étape du processus.

**Figure 1 : Le processus du choc culturel, tel qu'illustré par le Bureau de la vie étudiante de l'Université Laval**



## Quelques façons de surmonter le choc culturel

Il s'avère difficile de prévoir à l'avance notre réaction, à l'orée d'un voyage à l'étranger. Notre capacité d'adaptation dépend d'une foule de facteurs sociologiques et psychologiques difficilement identifiables et mesurables. Tout de même, « les recherches tendent à démontrer que les individus les plus conscients de la relativité des valeurs culturelles, les mieux informés des différences culturelles et les plus empathiques vivent plus intensément le choc culturel. Par contre, s'ils réussissent à s'adapter, ils seront mieux intégrés à la culture d'accueil. » Ainsi, peut-être est-il pertinent de planifier quelques stratégies adaptatives avant le départ. Retenons quatre d'entre elles et formulons-les sous forme de recommandations.

## 4 recommandations :

1. Soyez curieux. Avant le départ et pendant l'expérience de voyage, intéressez-vous à tout ce que vous pouvez savoir de la culture rencontrée. Lisez sur l'histoire du pays. Apprenez les premiers rudiments de la langue. Écoutez la musique du pays et intéressez-vous à l'art et aux sports pratiqués. Informez-vous sur le système politique et les enjeux sociaux de l'endroit.

2. Créez-vous un réseau social. Dès le début du séjour, participez aux activités auxquelles vous êtes convié : fêtes, activités sportives, visite de ville ou de village. Essayez de parler à une ou deux personnes différentes à tous les jours. Développez un projet personnel qui peut impliquer des locaux : projet photo, organisation d'un événement.

3. Soyez patient. Il est normal de « préjuger les autres. Mais il faut tout faire pour aller au-delà des préjugés et essayer de comprendre les autres, leurs valeurs et leur mode de vie. Ne restez pas rigide sur vos opinions et donnez-vous le droit de changer vos idées préconçues. Soyez également patient face à vous-même. Il est normal de vivre des moments d'ennui, d'inquiétudes, de tristesse ou de frustration. Il faut s'en donner le droit, tout en se donnant les moyens d'en sortir.

4. Partagez vos expériences. De manière à ne pas se sentir totalement isolé, il est important de garder contact avec nos proches. Pourquoi ne pas partager votre récit de voyage avec vos proches. Ceux-ci ne comprendront jamais totalement ce que vous vivez (une autre frustration, sans doute), mais ils verront à quel point cette expérience vous transforme. Partagez également votre expérience avec des collègues de voyage et de nouveaux amis locaux.

L'application de ces stratégies ne garantit pas nécessairement une adaptation parfaite. Mais elle assure un séjour plus stimulant et sans doute moins anxiogène.



---

**Il s'avère difficile de prévoir à l'avance notre réaction, à l'orée d'un voyage à l'étranger. Notre capacité d'adaptation dépend d'une foule de facteurs sociologiques et psychologiques difficilement identifiables et mesurables.**

---

**Durant l'été 2017, Marie-Michèle Thibodeau a accompagné un groupe de stagiaires Québec Sans Frontières, qui ont réalisé un projet en santé nutritionnelle dans la communauté de Pô, au Burkina Faso. C'est suite à l'attentat qui a touché la capitale burkinabé le 13 août dernier, survenu quelques jours seulement après le retour des stagiaires en sol canadien, que Marie-Michèle a partagé ce texte sur le choc du retour rédigé par l'une de ses stagiaires, Marika Fortin-Turmel.**



# Le choc du retour



**MARIE-MICHÈLE THIBODEAU**  
ACCOMPAGNATRICE  
QUÉBEC SANS FRONTIÈRES (QSF) DU CS3R



**MARIKA FORTIN-TURMEL**  
STAGIAIRE QSF, BURKINA FASO 2017

10 semaines de nos vies se sont envolées sans même qu'on ait le temps de cligner des yeux. Je me revois attendre le groupe à l'aéroport avec un Issaka et un Youssouf aussi impatients que moi et déjà il est reparti. L'expérience a été exigeante pour tout le monde mais tellement riche. Le lendemain de leur départ, déjà ils me manquaient, 8 personnes en moins ça laisse un pas pire gros vide, disons.

Pour leur part, ils ont déjà vécu la joie des retrouvailles avec la famille et les amis, mais souvent ces moments de bonheur sont suivis d'un gros vide pour eux aussi. Un vide laissé par une expérience tellement significative qui est désormais derrière soi. Marika me parlait beaucoup de ce moment, avant même qu'il ne vienne. Elle l'anticipait, elle savait déjà que le départ serait difficile, au moins autant que l'arrivée lorsqu'elle a contracté la plus grosse turista du monde et que je lui flattais les cheveux pendant qu'elle faisait le foetus sur sa terrasse, entre deux gorgées de sels de réhydratation. La vérité c'est que le départ est souvent même pire que l'arrivée, et Marika a accepté de partager ça avec vous:

On dit souvent « bonne arrivée » lorsqu'une personne arrive dans un lieu au Burkina, que ce soit la première fois qu'on met les pieds au pays ou simplement pour nous accueillir le matin au travail. C'est une formule d'usage de politesse. Mais pour ce qui est des départs, les Burkinabés ont souvent peu de mots. Peu de mots pour exprimer tous les sentiments que provoque chez eux un adieu, car cet au revoir final n'existe pas vraiment. Cette finalité est bien loin derrière l'espoir du retour et la certitude de revoir un visage qui leur

est cher. Vous l'avez sans doute compris, mais lorsque l'on a quitté nos familles d'accueil, c'est ce sentiment qui dominait. Malgré les larmes de tristesse, nos mères et nos pères espèrent profondément nous revoir un jour. Parce que nous sommes leurs filles et leurs fils désormais. Nous sommes réellement devenus des enfants du pays des hommes intègres. Et cette deuxième peau culturelle nous collera longtemps, peu importe où nous sommes sur la planète.

C'est ce qui fait que le choc du retour au Québec est aussi dur et complexe. L'attachement hors du commun que nous éprouvons pour cet endroit, mais particulièrement pour les personnes qui nous ont accueillis durant presque trois mois, est plus vif que jamais. Comme si nous y étions encore, le lien Nassara-Kasséna est plus que solide. Il résistera au passage du temps, mais également aux affronts des attentats. Tentant de semer la terreur et de faire fuir les étrangers, ces attaques font peur. Elles tuent et terrifient, mais ne peuvent briser l'amour qui existe entre deux cultures, deux peuples.

La communauté authentique qu'est celle du Burkina Faso se relèvera comme elle l'a toujours fait. Nous la soutenons à distance, puisqu'il s'agit de nos sœurs, de nos frères, de nos amis, de nos parents. Nous aimons énormément notre deuxième famille et ne l'oublierons jamais. Le Burkina tatoué sur le cœur, nous sommes partis pour mieux entendre « bonne arrivée » à notre retour.

### **Anitché tougouni et mam nonga fo, Burkina Faso**

Traduction : À la prochaine et je t'aime, Burkina Faso (en mooré, la langue de l'ethnie principale du Burkina Faso, les Mossi)

*Vous pouvez retrouver d'autres péripéties du groupe Québec Sans Frontières de Marie-Michèle sur son blogue personnel Facebook intitulé Marie, chez les Mossis : <https://www.facebook.com/mariechezlesmossis/>*



**Nous sommes réellement devenus des enfants du pays des hommes intègres. Et cette deuxième peau culturelle nous collera longtemps, peu importe où nous sommes sur la planète.**

# La pédagogie de l'espoir en ACTION avec le Réseau In-Terre-Actif

« La Pédagogie est la science de l'espoir » disait Paulo Freire, pédagogue brésilien. On ne parle pas ici d'un espoir vain et encore moins d'un espoir impuissant ou spectateur. Il s'agit plutôt de l'espoir de ceux et celles qui se lancent, de ceux et celles qui proposent, qui accompagnent ou qui osent des projets qui engagent... vers de meilleurs de-mains. En effet, Freire parle de l'éducation comme étant un processus de conscientisation et de libération. Il s'agit donc d'un moyen de lutter contre l'oppression.

À sa manière, l'équipe du Réseau In-Terre-Actif, secteur jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières propose en 2017-2018 des projets inspirés par cette pédagogie. En voici deux :

## La journée d'engagement jeunesse

La Journée d'engagement jeunesse du Réseau In-Terre-Actif réunit à l'Île St-Quentin de Trois-Rivières des jeunes « leaders » d'une douzaine d'écoles secondaires de la région ainsi que des intervenant.e.s scolaires autour du thème de l'engagement social. Cette journée vise à permettre aux jeunes de se sensibiliser, de se former, de s'outiller et de se réseauter afin, par la suite, de mobiliser leur milieu scolaire dans diverses activités citoyennes concrètes reliées aux valeurs du pacifisme, de la solidarité, de l'écologie et de la démocratie. À la suite de cette journée, le Réseau In-Terre-Actif accompagnera les différentes écoles participantes dans la réalisation d'actions citoyennes choisies par les élèves et qui seront réalisées dans leur communauté.



Le Syndicat de l'Enseignement des Vieilles-Forges, le Syndicat des enseignantes et enseignants de La Riveraine, le Syndicat des enseignantes et enseignants de La Mauricie, les membres de l'Alliance pour l'engagement jeunesse via le Secrétariat à la jeunesse du Québec et la Centre des Syndicats du Québec ainsi que la ville de Trois-Rivières par l'entremise du Fonds de développement social, sont partenaires de la journée d'engagement jeunesse 2017-2018.

## Change le monde, une œuvre à la fois

La 7e édition du projet Change le monde, une œuvre à la fois permettra, une fois de plus, aux élèves des écoles secondaires participantes ainsi qu'à plusieurs milieux communautaires de prendre la parole sur des enjeux sociaux qui les touchent par l'entremise de la création artistique engagée. Les œuvres seront exposées du 9 au 30 avril 2018 au Musée québécois de culture populaire de Trois-Rivières ainsi que dans différents commerces et institutions du centre-ville de Trois-Rivières. La force de ce projet réside dans l'accompagnement pédagogique et artistique offert aux élèves ainsi qu'aux intervenants scolaires participant tout au long du processus de recherche et de création.



CREDIT : ERIC LABONTE - MRIF

Récipiendaire du prix Initiative Éducation-Culture lors des Grand Prix culturel de la ville de Trois-Rivières au printemps 2017, le projet Change le monde, une œuvre à la fois a eu la chance d'être exposé au colloque international sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'heure des changements climatiques, organisé par le MRIF et la FAO en septembre dernier. On voit ici Richard Grenier, coordonnateur du Réseau In-Terre-Actif, qui présente le projet au Premier ministre Philippe Couillard.

**Remettre les villes au cœur du processus décisionnel afin qu'elles deviennent moteur du changement social ; c'est l'idée défendue par Jonathan Folco Durand. Une réflexion qui prend particulièrement son sens alors que les élections municipales sont dans leur dernière ligne droite.**

# Le municipalisme et les élections municipales au Québec



**JONATHAN DURAND FOLCO**

PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE À L'UNIVERSITÉ SAINT-PAUL ET AUTEUR DU LIVRE « À NOUS LA VILLE! »

À la veille des élections municipales du 5 novembre 2017, plusieurs personnes peuvent se demander à quoi sert de voter ; le taux de participation est assez faible (50% aux élections de 2013), la politique municipale intéresse peu de gens, et la voix des citoyens est très rarement entendue. En fait, les municipalités ne semblent pas disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour répondre aux besoins des communautés locales et mettre en place un projet de société. Ainsi, la centralisation du pouvoir dans les mains de l'État, les compétences limitées des municipalités, un haut degré de dépolitisation et un important réseau de corruption n'aident pas à favoriser l'appropriation citoyenne des institutions locales. Étant donné qu'un important nombre de maires (47%) et de conseillers municipaux (56%) sont élus sans opposition, il n'est pas étonnant que les citoyens qui se détournent de la chose publique laissent place à des systèmes de collusion et de patronage qui sévissent à l'échelon municipal. Comme le soulignait Michel Chartrand : « si tu ne t'occupes pas de la politique, la politique va s'occuper de toi ».

Heureusement, ce visage sombre de la politique municipale n'est pas une fatalité. Dans différentes villes du monde, un nouveau mouvement « municipaliste » est en train de prendre forme : des « mairies indignées » d'Espagne aux communes confédérées du Rojava (région kurde en Syrie), en passant par la ville de Jackson au Mississippi, des groupes citoyens reprennent contrôle de la démocratie locale et expérimentent de nouvelles façons de décider, de produire et de vivre. Qu'est-ce que le municipalisme ? C'est la théorie et la pratique qui fait de la municipalité le tremplin d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique. L'idée classique de la conquête du pouvoir d'État fait place à celle de l'autogouvernement local, les

« communes » devenant les piliers d'une transition vers une nouvelle société plus juste, solidaire et écologique. Loin d'être un nouveau mouvement, le municipalisme prend ses racines dans une longue tradition, celle de la Cité athénienne, les communes médiévales, les town hall meetings de la Nouvelle-Angleterre, la Commune de Paris, etc.

Comment les villes peuvent-elles changer le monde ? Par le renforcement des soutenabilités politique, économique, sociale, environnementale et territoriale. Par exemple, la soutenabilité politique est favorisée par l'expérimentation de nouvelles formes de démocratie participative et directe (budget participatif, tirage au sort, assemblées citoyennes). La soutenabilité économique prend forme via la relocalisation et la démocratisation de l'économie soutenue par les institutions publiques locales : économie sociale et solidaire, entreprises municipales, monnaies locales, circuits courts, etc. La soutenabilité sociale est favorisée par la lutte contre les discriminations (ex : profilage racial), la création de « villes sanctuaires » (accueil des réfugiés), les investissements dans le logement social ou encore les transports publics gratuits dans certaines villes d'Europe. De plus, la lutte contre les changements climatiques, la protection des espaces verts, le dévelop-

**Dans différentes villes du monde, un nouveau mouvement « municipaliste » est en train de prendre forme.**

pement des énergies renouvelables et la résistance contre les projets de transports d'hydrocarbures (ex : Énergie Est) font des municipalités le fer de lance de la soutenabilité environnementale. Enfin, la soutenabilité territoriale est favorisée par la protection du patrimoine local, la planification urbaine participative, l'aménagement intelligent du territoire et le développement d'une véritable identité territoriale, régionale et municipale.

Évidemment, plusieurs objecteront que la plupart de ces belles initiatives et réformes ne peuvent pas s'appliquer dans le cadre québécois, car au sein de la constitution canadienne les municipalités sont des simples « créatures » de l'État provincial, avec des pouvoirs fortement limités. Si l'État du Québec a récemment adopté le projet de loi 122 qui reconnaît les municipalités comme « gouvernements de proximité » en leur octroyant davantage de responsabilités, cela s'accompagne souvent de coupures dans leurs ressources financiè-

***Dans son essai, l'auteur propose de réinvestir l'espace politique que sont les municipalités, au cœur des enjeux sociaux, économiques et écologiques du XXI<sup>e</sup> siècle.***

JONATHAN  
DURAND FOLCO

## À NOUS LA VILLE !

Traité de municipalisme



res, amenant ainsi la subordination du palier municipal vis-à-vis les intérêts du gouvernement central. La forte dépendance des municipalités à la taxe foncière, laquelle favorise l'étalement urbain et l'influence disproportionnée des promoteurs immobiliers sur le développement local, de même que des compétences limitées sur le plan politique, économique, et environnemental, semblent militer en faveur de la thèse que les villes ne peuvent pas, dans les circonstances actuelles, contribuer de façon significative au changement social.

Heureusement, des « villes rebelles » commencent à s'insurger contre la centralisation du pouvoir dans les mains des élites économiques et politiques. En Espagne, des « plateformes citoyennes » issues du mouvement des Indignés ont réussi à gagner les élections municipales dans les principales villes du pays : Barcelone, Madrid, Séville, Valence, etc. Une stratégie innovatrice de « confluence », qui a permis de rassembler des partis progressistes, écologistes, des mouvements sociaux et associations citoyennes au sein de grandes coalitions, adossées à des primaires ouvertes et l'adoption d'un code d'éthique strict, a permis de réinventer l'action politique à l'échelle municipale. Du 9 au 11 juin 2017, j'ai eu la chance de participer au premier « Sommet international municipaliste » organisé à Barcelone, lequel avait pour titre Fearless Cities. Cet événement, qui a attiré des individus, groupes, et partis de plus de 150 villes à travers le monde, est le meilleur exemple que les municipalités commencent déjà à réinventer la démocratie à l'échelle locale.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de tel mouvement au Québec, et les prochaines élections municipales s'annoncent pour être des courses opposant des partis traditionnels et des candidatures indépendantes. Néanmoins, il n'est pas impossible d'envisager qu'il serait possible d'organiser un réseau, une association, voire une nouvelle organisation politique qui pourrait rassembler les forces citoyennes et populaires dans différentes villes et villages du territoire après les élections de novembre 2017. À quoi ressemblerait un tel mouvement municipaliste au Québec, et qu'est-ce que des « mairies rebelles » pourraient mettre en œuvre comme actions, réformes, règlements, projets de développement et prises de position pour favoriser la transition vers une société plus juste, démocratique et écologique ? C'est maintenant à nous d'inventer et d'expérimenter ces innovations sociales, citoyennes et publiques à l'échelle municipale. ●

**De plus, la lutte contre les changements climatiques, la protection des espaces verts, le développement des énergies renouvelables et la résistance contre les projets de transports d'hydrocarbures (ex : Énergie Est) font des municipalités le fer de lance de la soutenabilité environnementale.**

**Victoire de Trump, succès du Brexit, arrivée au pouvoir de Rodrigo Duterte aux Philippines, durcissement du pouvoir d'Erdogan en Turquie, succès de Narendra Modi en Inde, passage de Marine Le Pen au second tour des élections présidentielle en France et entrée de l'AfD au Bundestag... Le Canada lui-même, pourtant acclamé à travers le monde comme LE parangon de la démocratie libérale multiculturelle, semble pouvoir céder à la vague populiste, comme l'avance l'auteur de *Could It Happen Here? Canada in the Age of Trump and Brexit*, Michael Adams.**

### FIÈVRE POPULISTE ET CRISE DE FOI DÉMOCRATIQUE

# Réhabiliter le populisme pour sauver la démocratie ?



VINCENT CHEVAL

ÉTUDIANT À LA MAITRISE EN ETUDES  
QUÉBÉCOISES À L'UQTR

États-Unis, Turquie, France, Inde, Allemagne...  
Qu'est ce qui permet d'unifier sous une même

étiquette des mouvements, des personnalités et des pays aussi variés ? Populisme, le mot est lâché. Depuis une dizaine d'années le terme est régulièrement évoqué dans les médias occidentaux au gré des succès électoraux de formation d'extrême-droite.

Le qualificatif de populiste désigne des mouvements politiques qui se réfèrent au peuple pour l'opposer à une élite, à des privilégiés ou à toute minorité ayant "accaparé" le pouvoir à des fins égoïstes. Le populisme n'est dès lors pas une idéologie structurée mais désigne une modalité d'action politique. L'acceptation contemporaine du mot remonte au XIXe siècle. Elle prendrait racine d'une part dans le mouvement paysan révolutionnaire russe des narodniks, créé en 1876, et d'autre part dans le People Party fondé aux Etats-Unis en 1891, formation progressiste de tradition rurale voulant défendre le parti des opprimés et cela sans distinction raciale. Dans le monde francophone le terme apparaît d'abord pour qualifier un mouvement littéraire qui prend soin d'intégrer la réalité des « petites gens » au sein d'une littérature résolument bourgeoise. Dans ce sens, le terme populiste restera revendiqué par le milieu intellectuel de gauche jusque dans les années 1970.

Une origine contemporaine a priori à mille lieux de la rhétorique de personnalités comme Marine Le Pen. De fait nous spécifierons à leur égard, et donc à celui de la plupart des mouvements évoqués en préambule, qu'il s'agit de « national-populismes ». Ce terme a été popularisé par Pierre-André Taguieff<sup>1</sup> pour qualifier l'émergence d'une extrême-droite européenne post-fasciste. Cette dernière a abandonné la critique raciale de l'immigration au profit d'une grille de lecture culturelle, le modèle autoritaire pour un recours fétichisé aux référendums populaires et défend une certaine forme de culture hédoniste face aux valeurs « rétrogrades » que véhiculeraient les immigrés. Evidemment le succès du

national-populisme ne signifie pas que l'extrême-droite traditionnelle a disparu. Au contraire ces mouvements évoluent dans une cohabitation parfois forcée qui, au mieux, explose sous le poids de leurs contradictions ou, au pire, redonne de la vigueur aux mouvements néo-fascistes.

Si chaque cas relève de causes propres au pays ou à la région touchée par le phénomène, une dynamique commune semble pouvoir être identifiée : la crise du système démocratique sapée par la technocratie néo-libérale. Face à ce phénomène, les élites politiques traditionnelles se sont retrouvées reléguées à un rôle de représentation. Cet état d'impuissance des politiques entraîne un désengagement massif de la vie publique. En effet, plus encore que les mouvements populistes, l'importance croissante et la permanence de l'abstention et du recours au vote blanc sont devenus les symptômes dans la plupart des démocraties occidentales d'une crise de confiance massive. Un abandon du jeu démocratique qui gonfle encore plus les voiles des mouvements populistes.

Voilà donc le choix qu'il nous reste ? Un populisme de repli confusément droite-gauchiste ou la secte néolibérale ? La solution serait elle, comme le propose Chantale Mouffe et Ernesto Laclau<sup>2</sup>, un populisme sociale qui « radicaliserait » la démocratie ? Les exemples ne manquent pas, d'Occupy Wall Street à Podemos, et offrent des alternatives intéressantes mais qui ont montré leurs limites. De plus il nous faut éviter le piège de ce que Taguieff nomme « l'illusion populiste », l'idée que le peuple est parfait et pur, afin de bâtir une alternative crédible. Une alternative non pas pour créer un national-populisme inversé mais pour réintégrer le souci du peuple au sein de la vie politique ; refaire des citoyens les acteurs imparfait mais incontournables de leurs propres vies. ●

1- Politologue et historien des idées français spécialiste des questions de l'extrême-droite, du racisme et de l'antisémitisme. Se déclarant lui-même comme un « libéral social conservateur », il propose une définition et une lecture des mouvements national-populistes nuancé et clair dans son ouvrage *Le nouveau national-populisme*.

2- Ernesto Laclau (1935-2014) était un théoricien « post-marxiste » argentin dont les travaux sont considérés comme la source d'inspiration idéologiques de nombreux mouvements de contestation et notamment le mouvement espagnol Podemos. Son épouse et complice, la politologue belge Chantale Mouffe, a développé une critique radical des démocraties libérales inspirée par les travaux de Carl Schmitt et qui sert de référence notamment au parti du français Jean-Luc Mélechon.



**PÉDAGOGUES DE L'ESPOIR  
PAULINE VOISARD PRODUCTIONS TRIANGLE**

Saviez-vous que des membres de l'équipe du Réseau In-Terre-Actif participeront tout au long de l'année au tournage d'un documentaire intitulé « Pédagogues de l'espoir » ? Ce documentaire d'une cinquantaine de minutes des Productions Triangle sera diffusé à Radio-Canada à la fin 2018 ou en 2019. Il retracera le parcours et le travail de pédagogues qui tentent d'accompagner des projets porteurs d'espoir tant dans leur vie professionnelle que dans leur vie personnelle.

*L'équipe des Productions Triangle en plein tournage avec l'artiste, médiateur culturel et agent de développement du Réseau In-Terre-Actif Javier Escamilla.*



**FÉLICITATIONS À FRÉDÉRIQUE BEAULIEU,  
GAGNANTE DE NOTRE CONCOURS PHOTO,  
QUI FAIT LA UNE DE NOTRE MAGAZINE ET  
ILLUSTRE L'AFICHE DE LA SOIRÉE SANS  
FRONTIÈRES!**

Ce concours, lancé cet été à nos groupes Québec Sans Frontières, avait pour thème les changements climatiques.

Les stagiaires avaient donc pour mission d'illustrer, en photo, les impacts des changements climatiques dans leur communauté d'accueil, à Pô au Burkina Faso, à Sainte-Suzanne en Haïti et à Bayamo à Cuba.

Le Comité de sélection tient donc à féliciter Frédérique Beaulieu (1) pour sa photo Une mention spéciale également à Jérôme Roy (2) et Megan Casoli (3), dont les photos se sont méritées une place sur le podium. Et évidemment, un grand bravo à chacun.e des participant.e.s pour leur contribution.

*1- « Le groupe de stagiaire QSF lors d'une randonnée matinale au mont-Sarrasin dans la ville de Sainte-Suzanne dans le Nord-Est d'Haïti. Nous pouvons constater les impacts de la déforestation sur le paysage, ce problème est dû en partie à la production de charbon de bois détruisant la végétation. »*

*- Frédérique Beaulieu*



*2- « La première pluie, et probablement la plus forte, à laquelle nous avons assisté, et ce, peu de temps après notre arrivée à Sainte-Suzanne, le 9 juin 2017. En raison des changements climatiques, les pluies sont de plus en plus intenses et imprévisibles en Haïti. »*

*- Jérôme Roy*

*3- « Le lycée Provincial de Pô avec son terrain rempli de déchets... »*

*- Megan Casoli*



**Cet été, j'ai eu la chance d'assister à Conférence nationale et internationale sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres qui se tenait à Montréal lors de l'événement Fierté Canada. J'ai eu la chance d'accompagner Omar Parada Soto, un de nos partenaires cubains du Comité de Solidarité/Trois-Rivières et de Sidaction Mauricie pendant les 4 journées de conférences.**

**À la lumière de ces conférences, un enjeu m'a paru très pertinent à discuter. Celui de l'impact du colonialisme encore aujourd'hui, dans la lutte contre l'homophobie et étonnamment celui du VIH/Sida.**

# Colonialisme et enjeux de la diversité sexuelle



**ANICK BENEKE**

FORMATRICE ET INTERVENANTE EN PRÉVENTION MILIEU À SIDACTION/MAURICIE ET MEMBRE DU COMITÉ D'ADMINISTRATION DU CS3R

Sidaction  
mauricie

Il est intéressant de comprendre que lorsque nous parlons d'homosexualité en Afrique, les populations locales considèrent que « l'homosexualité n'est pas africaine ». Certaines personnes vont aussi jusqu'à penser que le VIH/Sida provient des Blancs. Ce serait donc les Blancs qui auraient importé l'homosexualité et le VIH/Sida en Afrique lors des colonisations. Cette légende circule étrangement autant dans les Antilles qu'au niveau des communautés autochtones actuelles au Canada. Pour ces communautés, c'est donc normal que l'homophobie et la sérophobie\* soient présentes et valorisées dans la culture moderne, puisque ce serait un mal occidental.

Ce qui m'amène à me questionner un peu sur leur histoire. Lorsqu'on regarde celle-ci, au-delà du colonialisme, on constate que l'homosexualité a toujours été présente chez les Autochtones. Ils nommaient les personnes homosexuelles « bispirituels » et avaient un rôle important de guide spirituel dans leur culture. Les Autochtones considéraient normal que les êtres humains soient aussi diversifiés que la nature.

Si on scrute le continent africain, on a réussi récemment à trouver des textes qui prouvent l'existence de l'homosexualité dans plusieurs tribus avant la colonisation. En ce qui concerne le VIH/Sida, sa propagation a débuté dans deux endroits en Afrique et dans deux endroits en Amérique du Sud. Brisons tout de suite un mythe : l'ho-

mosexualité existait avant le colonialisme et non, ce ne sont pas les colons qui ont implanté le VIH/Sida en Afrique et en Amérique latine, mais bien des interactions avec des chimpanzés et des gorilles !

En poussant la réflexion, on peut considérer que la colonisation « a tellement bien réussi » que même après l'avènement du post-colonialisme, les anciennes populations colonisées en sont venues à croire que l'homophobie et la sérophobie venaient réellement de leurs propres cultures.

*\*La sérophobie représente les préjugés, les discriminations et les peurs que peuvent susciter les personnes séropositives.*



*Anick en compagnie d'Omar Parada Soto, un des partenaires cubains du CS3R venu au Québec le temps de l'événement Fierté Canada, qui a eu lieu cet été à Montréal.*

**Cet été, dans le cadre d'un stage Québec Sans Frontières, huit stagiaires se sont envolé.e.s à Cuba afin d'ouvrir le dialogue avec la population locale sur les droits des minorités sexuelles, d'aider dans les campagnes de prévention du VIH et de travailler avec les groupes LGBTQ dans la province de Granma. Deux stagiaires nous livrent leurs réflexions.**

# Femmes trans et sexe transactionnel à Bayamo



**ALEJANDRO POLANCO**

STAGIAIRE QUÉBEC SANS FRONTIÈRES. CUBA 2017

Bien que la prostitution soit illégale à Cuba, plusieurs personnes pratiquent le sexe transactionnel (PPST). Il s'agit d'offrir des services sexuels en échange d'argent, de cadeaux ou d'un bénéfice quelconque. Beaucoup de femmes trans y trouvent le moyen d'obtenir plus d'argent, en l'effectuant en parallèle de leur travail, pour bien s'habiller, pour quitter le pays, pour mieux vivre. Mais parfois, c'est seulement pour pouvoir se payer à manger, alors que la discrimination sur le marché du travail demeure présente malgré les campagnes annuelles de lutte contre la transphobie.

Quant à leurs conditions de travail, elles sont souvent précaires. Il est à peu près impossible d'utiliser l'internet qui est très contrôlé, les rencontres doivent donc se faire dans la rue, de façon discrète.

Les lieux de rencontre nocturnes, comme les parcs, sont les plus utilisés, car il est difficile de ramener quelqu'un chez soi. Et dans les hôtels ou les casas particulares, l'identité des Cubain.e.s est strictement contrôlée et leur accès restreint.

C'est pourquoi ces femmes sont vulnérables à toutes sortes de violences et d'abus, notamment de la part des policiers qui font du profilage social quand ils les voient. « Cela arrive souvent que [les policiers] nous embarquent, nous battent et nous violent » affirme Rihanna, coordonnatrice provinciale du réseau Transcuba à Granma. Et même si le réseau Transcuba dispose de l'aide juridique spécialisée dans chaque province, la plupart de ces crimes restent impunis.

Concernant les femmes trans séropositives qui pratiquent le sexe transactionnel, une grande partie n'adhère pas au traitement antirétroviral par peur que leur apparence physique change drastiquement, étant donné qu'un des principaux effets indésirables du traitement est la lipodystrophie – accumulation et/ou perte des graisses corporelles à différents niveaux du corps. Malheureusement, cette peur de compromettre leur processus de transition cause annuellement des pertes humaines considérables dans la communauté.

Enfin, pour les femmes trans à Bayamo, se battre pour des droits inscrits dans leur constitution – comme le respect de l'intégrité physique, la non-discrimination, l'accès à l'emploi – reste un enjeu quotidien. Aujourd'hui, le CENESEX travaille pour améliorer leur condition et celle de toutes les minorités sexuelles. Projet de loi pour le mariage égalitaire, proposition de pénaliser le client qui demande des services sexuels, sont quelques-uns des débats menés, mais la transformation n'avance pas assez vite pour ces personnes dont leur vie est menacée. ●

*Vous pourrez retrouver cet article dans La Galère.*



# Le changement



**CHARLINE SAVIGNAC**

STAGIAIRE AU PROGRAMME QUÉBEC SANS FRONTIÈRES, CUBA 2017

Le changement est au cœur des discours des groupes les plus marginalisés des sociétés. On réclame ouverture d'esprit et modifications législatives afin de permettre une évolution positive de nos conditions d'existence. Toutefois, la première étape vers ce changement est souvent de faire la lumière sur les difficultés spécifiques de certains groupes qui sont plus durement touchés par la marginalisation. Nous avons pu remarquer dans le cadre du stage Québec sans Frontières organisé par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières à Cuba que les femmes lesbiennes cubaines font partie de celles pour qui la visibilité est crucialement nécessaire à un éventuel changement de mentalité.

La société étant largement caractérisée par le machisme, la femme lesbienne cubaine doit défendre son identité de femme, en plus de revendiquer ses droits en tant que minorité sexuelle. Le machisme cubain, bien implanté dans la culture et qui teinte fréquemment les relations sociales, désigne la suprématie perçue de l'homme sur la femme. Maître du foyer et de la rue, celui-ci est le pourvoyeur de la famille et ne peut accepter aucune offense à sa masculinité. La femme, quant à elle, se doit d'accepter la soumission qui lui est imposée. Responsable du travail le plus dévalorisé, c'est-à-dire autant le travail domestique que celui entourant l'éducation des enfants, elle doit en même temps être sexuellement disponible et attirante et rester plus mère que femme. Elle sera accusée de délaisser sa famille dès qu'elle défie l'autorité masculine, ne serait-ce qu'en sortant seule.

Pour la femme lesbienne, la lesbophobie existant dans la société cubaine ajoute à la discrimination vécue. L'usage de ce terme par les groupes de femmes lesbiennes de Bayamo plutôt que celui, plus généralement connu et accessible, d'homophobie, dénote le besoin flagrant d'une reconnaissance de la discrimination spécifique qu'elles subissent. En effet, se plaçant en marge de cette conception hétérosexiste du rôle de la femme, la femme lesbienne est considérée comme une rebelle. Échappant au désir masculin, son indépendance en fait un danger social. Plusieurs considèrent d'ailleurs qu'elles tentent de convertir les femmes hétérosexuelles, ce qui est utilisé pour justifier les attitudes de rejet et de discrimination à leur égard. Le machisme vient ici alimenter la lesbophobie en niant le statut même de femme aux femmes lesbiennes, leur existence dérangeant trop.

L'impact de cette double discrimination transparait dans plusieurs aspects de la vie des femmes lesbiennes, autant dans leurs relations

conjugales que sur leur santé. Le milieu du travail peut aussi être un espace où s'expriment les préjugés et la discrimination lesbophobe. En effet, certaines carrières semblent être particulièrement difficiles d'accès pour les femmes lesbiennes. Dans le domaine médical, militaire ou dans le milieu de l'éducation, elles doivent faire face à de nombreux obstacles. Dans ce dernier domaine, une présentation de soi masculine semble être un obstacle majeur à l'intégration, en raison entre autres d'une crainte de l'incompréhension des enfants et d'une influence néfaste auprès d'eux. De plus, travailler dans une école peut souvent placer la femme lesbienne dans une position délicate. En effet, son rôle d'enseignante ou d'éducatrice implique souvent un rôle d'agent de socialisation. Quand la société demande une socialisation hétéronormative, elle peut se trouver bien inconfortable à faire appliquer ces normes de genre qu'elle défie elle-même. De plus, comme on considère souvent ces femmes comme sans famille, sans responsabilités, elles sont fréquemment sollicitées pour prendre plus de tâches que leurs collègues. La difficulté de dire non et le besoin de faire ses preuves marquent fréquemment le vécu des femmes non-hétérosexuelles. Elles ressentent une plus grande pression à la performance, afin de prouver qu'elles sont aussi compétentes que les autres, tout aussi capables, « malgré » leur homosexualité.

La double discrimination des femmes lesbiennes va jusqu'à affecter la perception de soi. Les femmes du groupe Vénus expliquent le besoin constant de prouver leur valeur et leur utilité socialement. De plus, le manque de représentation médiatique de femmes lesbiennes est souvent exprimé comme un manque, qui permettrait à la fois une meilleure compréhension sociale et qui serait une voie à l'acceptation de soi. Des modèles de la diversité des présentations de soi possibles et de la variété des vécus sont réclamés par les femmes lesbiennes comme outils pour faire tomber les préjugés. Trop souvent rendues invisibles et effacées des sphères publiques, les femmes lesbiennes ont besoin d'être vues, reconnues et respectées. ●

*Vous pourrez retrouver cet article dans La Galère.*

---

**La société étant largement caractérisée par le machisme, la femme lesbienne cubaine doit défendre son identité de femme, en plus de revendiquer ses droits en tant que minorité sexuelle.**

---

● À LIRE

## CONFLIT EN CORÉE DU NORD

### LA CORÉE DU NORD EN 100 QUESTIONS

**JULIETTE MORILLOT ET DORIAN MALOVIC – ÉDITIONS TALLANDIER**

Faut-il avoir peur de la Corée du Nord ? Les dirigeants nord-coréens sont-ils fous ? Comment la Corée du Nord est-elle devenue la première dynastie communiste du monde ? Combien la famine a-t-elle tué de Nord-Coréens en 1995 ? Comment vit-on aujourd'hui en Corée du Nord ? Une économie de marché y est-elle née ? Comment les réfugiés nord-coréens sont-ils manipulés ? Derrière les menaces nucléaires, que veut vraiment Pyongyang ?

La Corée du Nord défie le monde. L'intensification des essais nucléaires et des tirs de missiles balistiques menés par le jeune leader Kim Jong-un ravive plus que jamais les tensions en Asie du Nord. Systématiquement diabolisée, la République populaire démocratique de Corée reste pourtant une énigme pour les Occidentaux.

Pour dépasser fantasmes et clichés, Juliette Morillot et Dorian Malovic lèvent le voile sur la réalité de cette puissance nucléaire qui inquiète chaque jour davantage la planète.

En 100 questions, ils racontent l'Histoire ancienne pour éclairer le présent, décryptent l'impuissance de la communauté internationale face aux provocations de Pyongyang et nous révèlent une société traversant une mutation sans précédent.

## AUTO-DÉTERMINATION DU KURDISTAN IRAKIEN

### LE PEUPLE KURDE, CLÉ DE VOÛTE DU MOYEN-ORIENT

**OLIVIER PIOT – ÉDITIONS LES PETITS MATINS**

Fragilisé par les Printemps arabes, la guerre civile qui meurtrit la Syrie depuis 2011 et le conflit qui fragmente l'Irak, le Moyen-Orient devra être pacifié puis reconstruit. Russie, États-Unis, Turquie, Iran, Arabie saoudite, ONU, France : tous les acteurs qui pèseront dans cette reconstruction savent que cette région ne pourra être durablement stabilisée sans tenir compte des revendications politiques du peuple kurde. Trahis par les Alliés en 1922, opprimés depuis dans quatre pays, les Kurdes sont depuis six ans aux avant-postes de la lutte contre l'État islamique. Leur rôle militaire sur le terrain comme le poids des autonomies territoriales conquises en Irak puis en Syrie ont fait d'eux la véritable clé de voûte du Moyen-Orient. À la lumière de l'histoire tourmentée de ce peuple depuis les accords Sykes-Picot de 1916, ce livre analyse la crise moyen-orientale au prisme des questions nationales kurdes, de leurs mutations identitaires et des clivages passés et actuels qui tiraillent les principaux partis politiques kurdes. Il projette ainsi un nouvel éclairage sur l'échiquier ethnique, confessionnel et géopolitique où se joue désormais l'avenir du Moyen-Orient.



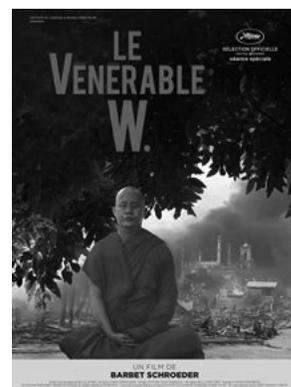
● À VOIR

## PERSÉCUTION DES ROHINGYAS AU MYANMAR (EX-BIRMANIE)

### LE VÉNÉRABLE W

**UN DOCUMENTAIRE RÉALISÉ PAR BARBET SCHROEDER**

En Birmanie, le « Vénérable W. » est un moine bouddhiste très influent. Partir à sa rencontre, c'est se retrouver au cœur du racisme quotidien, et observer comment l'islamophobie et le discours haineux se transforment en violence et en destruction. Pourtant nous sommes dans un pays où 90% de la population est bouddhiste, religion fondée sur un mode de vie pacifique, tolérant et non-violent.



# Faites un don au CS3R !

# AGIR

C'EST CHOISIR LE  
MONDE

WWW.CS3R.ORG



Vous appréciez  
Le Point ?

Vous approuvez les  
prises de position et  
les valeurs du CS3R ?

Contribuez à la  
campagne de  
financement  
annuelle du CS3R.

## 1. EN POSTANT VOTRE CHÈQUE

Chèque à l'ordre de : CSTM - Fonds de charité  
942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6

## 2. EN LIGNE DE FAÇON SÉCURITAIRE

[www.cs3r.org/don](http://www.cs3r.org/don)

LAISSER VOS  
VALEURS EN HÉRITAGE !



UNE POLICE  
D'ASSURANCE-VIE  
AU NOM DU CS3R ?

OU

UN LEGS TESTAMENTAIRE  
AU CS3R ?

CONTACTEZ-MOI POUR EN DISCUTER  
819 373-2598 POSTE 305 - [jean.marc.lord@cs3r.org](mailto:jean.marc.lord@cs3r.org)



**JOURNÉES QUÉBÉCOISES**  
de la **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**



# La culture, un outil d'influence politique

**DU 9 AU 18 NOVEMBRE 2017**  
**DÉCOUVREZ LA PROGRAMMATION**  
**COMPLÈTE EN PAGES CENTRALES - P. 16-17**

**WWW.CS3R.ORG**

Ces activités ont lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Ces événements sont coordonnés au Québec par l'Association québécoise des organismes en coopération internationale (AQOCI).

Relations  
internationales  
et Francophonie  
Québec 

**aqoci**  
Association québécoise  
des organismes de  
coopération internationale

